

40 heures ?

Travailler plus, gagner moins, vivre mal.

Il y a quelques mois, une petite unité de Siemens, en Allemagne, face à une menace de licenciement, passait provisoirement à un régime de 40 heures par semaine. Certes, cela concernait 4.000 travailleurs sur les 160.000 du groupe, moins de 0,01% des travailleurs allemands... mais ceci n'empêcha pas le patronat de plusieurs pays d'Europe de sauter sur l'occasion : l'heure était enfin venue de renverser la tendance historique de la diminution du temps de travail. En route vers les 40h, en attendant sans doute de revenir aux 48h ou aux 72h de nos aïeux.

Nous reviendrons plus loin sur la véritable raison qui fait éclater ce dossier aujourd'hui. Mais prenons d'abord la proposition au sérieux et le temps d'envisager ses conséquences. Qu'arriverait-il si on menait à grande échelle une augmentation du temps de travail sans augmentation du salaire ?

1. Gagner moins

En premier lieu, les travailleurs verraient leur salaire diminuer. Non seulement le salaire horaire, qui diminue par exemple de 11% dans le cas où on passe de 36 à 40 heures – mais cela reste une notion un peu théorique. Beaucoup plus concrètement, le salaire à la fin du mois baissera, dans l'absolu : pour tous ceux et celles qui prestatent des **heures sup'** (qui alors, au lieu d'être sur-payées seraient... prestées gratuitement !!) ; et surtout pour ceux et celles (très nombreuses) qui travaillent à **temps partiel**, le plus souvent non choisi. Là où c'est l'employeur qui demande du temps partiel, et fixe le nombre d'heures à son gré (exemple des grands magasins), celle qui gagnait un demi-salaire avec 18 heures (sur 36 par ex) perdra effectivement 11% de son salaire d'un coup...

Il est important de donner la première place à cette question de la baisse des salaires, car c'est en définitive le seul objectif réel de ce tintouin sur les 40h ; mais d'autres conséquences, moins évidentes, suivraient.

D'abord, on perdrait progressivement de l'emploi. Bien sûr, la course à la baisse des salaires peut sauver momentanément quelques

en bref

Quel est l'objectif réel du discours sur les 40 heures ? C'est simple : faire baisser les salaires ! Tous les moyens sont bons pour y parvenir. Et les mêmes méthodes sont utilisées dans tout l'Europe en visant les mêmes objectifs !

dizaines d'emplois ici ou là, mais c'est une fuite en avant absurde. Car l'essentiel est et restera que la productivité du travail continue d'augmenter : autrement dit, année après année, chaque heure de travail produit davantage de richesses, qu'il s'agisse de biens manufacturés ou de services. Ou – ce qui revient au même – la production des biens et services nécessite toujours moins d'heures de travail. Sur les 20 dernières années, la moyenne de ces gains de productivité a été de 2% par an environ : ceci signifie que 25 heures de 2004 produisent en moyenne autant que 40 heures de 1980 !

Felipe Van Keirsbilck.

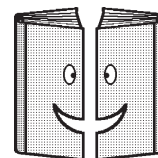
Cette tendance risque bien de cumuler ses effets destructeurs d'emploi avec la baisse de la consommation qui résulterait de la diminution des salaires réels. Augmenter le temps de travail conduit inévitablement, à moyen terme, à détruire encore davantage d'emplois. Mais aussi à le concentrer toujours plus sur toujours moins de personnes. Pour celles-là, c'est plus de stress, plus de charge individuelle de travail, moins de vie familiale et moins de vie tout court.

2. Vivre mal

Enfin, augmenter le temps de travail, comme l'explique bien Michel Jadot (secrétaire général du Ministère de l'Emploi), c'est aggraver encore les vrais problèmes du marché de l'emploi en Belgique, à commencer par le chômage des jeunes : concentrer l'emploi sur ceux qui en ont déjà un, en allongeant les journées, les semaines (ou les carrières), c'est condamner les jeunes à rester sur le carreau. Et c'est aussi rendre (encore) plus difficile l'accès à l'emploi des femmes avec enfants, par exemple.

Si l'on ouvre les yeux, on voit bien évidemment que les aspirations des hommes et des femmes d'aujourd'hui vont dans le sens inverse : ils ne

A lire, à débattre



veulent plus sacrifier leur vie jusqu'au dernier souffle pour leur boulot. Ils veulent du temps pour leur famille, pour leurs enfants, pour eux-mêmes. Du temps pour des activités qu'ils choisissent, et pas seulement pour un boulot toujours plus orienté vers une course insensée au profit. En témoignent le succès de la formule du Crédit-Temps, ou la volonté de s'arrêter plus tôt et parfois progressivement : l'âge moyen de sortie de l'emploi est autour de 57 ans en Belgique, et c'est aussi cet âge-là que les gens citent comme " normal " quand on les interroge sur leurs perspectives d'avenir.

Titom - 2004

Votre pension, vous la voyez...



A lire, à débattre

En réalité, les Belges travaillent beaucoup : 1.542 heures par an selon l'OCDE, soit environ 100 heures de plus que les Allemands, et presque 200 heures de plus que les Hollandais. Curieusement, nos patrons, qui sautent sur le mini-événement des 40h chez Siemens, ne proposent pas de s'aligner sur l'Allemagne pour ce qui est du temps de travail moyen...

Finalement, on en revient à la question de départ : quelle peut bien être la vraie raison de l'ouverture de ce débat, maintenant ? On ne peut la comprendre qu'en portant le regard sur le calendrier, et aussi par-delà les frontières.

3. Partout en Europe

Regardons d'abord le paysage européen : pourquoi les mêmes débats éclosent-ils dans presque tous les pays d'Europe de l'Ouest ? En Allemagne, en France, en Italie, il n'est

question que de baisse des salaires, diminution de la protection sociale, chasse aux chômeurs, allongement des carrières (c'est-à-dire : baisse des pensions), augmentation du temps de travail... Nous devons comprendre ce message global, et sa portée historique : après la seconde guerre mondiale, les mouvements ouvriers de tous ces pays ont imposé, chacun selon ses modalités nationales, un modèle social sans comparaison. Le capitalisme y était fortement encadré, les prélèvements sociaux (Sécu, services publics gratuits...) représentaient une part croissante de la richesse produite et permettaient d'orienter les choix de production non pas seulement vers le profit, mais vers la réponse aux besoins réels des gens. Résultat : amélioration spectaculaire de l'espérance de vie, du bien-être, du niveau de scolarisation, de la sécurité globale, etc. L'ensemble de ces droits conquis dans chacun des pays constitue un réel Patrimoine Social Européen.

Eh bien, il est clair désormais que les élites patronales et libérales en Europe ne veulent plus de ce modèle. Ils rêvent de reproduire au XXI^{ème} siècle le paradis du XIX^{ème} : une classe ouvrière écrasée, divisée, sans droits, corvéable à l'infini, payée tout juste ce qu'il faut pour qu'elle se reproduise ; et une déclaration universelle des droits du capital : aller et venir où il veut, décider seul de la production (quoi ? quand ? combien ?), prélever chaque année au moins 15% de profit et envahir jusqu'au dernier recoin de la planète et de nos vies.

L'autre explication à cette poussée d'arrogance, nous la trouverons dans le calendrier : nous sommes à quelques mois de la négociation du prochain Accord Interprofessionnel, et le patronat est persuadé que tout lui est permis, qu'il n'y a désormais plus de résistance face à lui. Trente ans de "crise" et de chantage à l'emploi auraient mené les travailleurs à la résignation totale... Il est donc de bonne guerre d'accumuler les revendications les plus arrogantes : 40 h, baisse des salaires, ristournes de cotisations à la Sécu, flexibilité, etc. N'obtiendraient-ils que le quart de ce qu'ils demandent, ils en seraient très contents. Et ils pensent que personne ne résistera sérieusement.

A tort ou à raison ? Cela dépendra de nous.

